

la nouvelle lettre

D")! c+!,) ! #a ' , b#"ca+"&% : J. GARELLO
C&\$ \$ ""**"&% Pa)"a")! : 0113 K 87909
ISSN : 1951-4727

N. 1099 , 10 -c! \$ b)! 2011

H! b &\$ a a")! 1,50 /



QUAI DES BRUMES

Je mets tellement d'insistance dans mes analyses, et je m'en tiens tellement aux mêmes idées, que je finis par me demander si je ne vous incommode pas, chers amis lecteurs. J'ai l'impression de ressasser, et de raser.

Voici un exemple de mon obstination, de mes répétitions. Le 2 novembre dernier, j'avais salué ainsi la belle nuit, la sainte nuit (« Heilige nacht ») : « Au fond, un esprit simpliste pourrait en conclure qu'au cours de cette nuit Merkel a mis l'Europe et l'euro à l'heure de Berlin, tandis que Sarkozy voulait la mettre à l'heure de Paris. Mais ce sont des choses à ne pas dire. Le politiquement correct veut qu'on continue à parler du « couple franco-allemand » et j'ajoutais : « Il faut en réalité revenir du rêve à la réalité. Elle est moins souriante : la Grèce est en faillite, l'euro est en sursis, et l'Europe de Bruxelles est en échec ».

Serais-je donc par un triste destin condamné à vous passer chaque semaine un plat réchauffé ? Ma seule excuse est que les choses n'avancent pas d'un pouce, et que l'on va de sommet en sommet sans sortir du marécage : on plane dans le marais. Dimanche à l'Elysée, ce week end à Bruxelles, il ne s'est rien passé et il ne se passera rien que nous ne sachions déjà.

AU SOMMAIRE DU N°1099 :

EDITORIAL : Quai des brumes pp. 1-2
CONJONCTURE : L'investissement français en panne pp. 3-4
SE PASSER DE L'ETAT : Privatiser les banques (2ème partie) p.5
ACTUALITÉ : Poutine : un homme rassurant p. 6 - Les syndicats mènent la vie de château p. 6 - Les réformes : une recette infaillible pour être réélu p. 7 - Nouveau cadeau de Noël offert à nos lecteurs p. 7
PORTRAIT : Kant 1724-1804 p. 8

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40€)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.
Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

La révision du traité de Lisbonne ? Elle est programmée depuis juillet dernier, et se fera sans doute après les élections françaises ; les Anglais et les Irlandais ruent déjà dans les brancards, comme on pouvait s'y attendre. Le refinancement des banques européennes en péril ? On s'en remet à la promesse de la Réserve Fédérale de mettre des dollars à disposition de la Banque Centrale Européenne, au risque de déclencher l'inflation. Le remboursement des dettes souveraines ? On parle d'un étalement, du moins pour la partie de la dette supérieure à 60 %. Mais qui financera, puisque le Fonds Européen de stabilisation financière (FESF) n'en a pas les moyens ? Il serait maintenant question d'un « mécanisme de stabilisation » : progrès décisif, dont on ne sait rien. La règle d'or ? Elle existe déjà en Allemagne, mais la France qui la recommande aujourd'hui ne peut pas la faire adopter : honte aux socialistes, c'est ce qu'il fallait deviner.

Bref, nous sommes en présence d'une représentation d'illusionnistes. Peut-être tous ces chefs d'Etat, avec leur batterie de ministres et de conseillers ont-ils quelque lapin miracle dans leur chapeau, mais pour l'instant on n'a vu que le chapeau, et on se dit, à la veille de chaque grande rencontre (il y en a trois ou quatre par mois) : cette fois-ci on verra un lapin. Le lapin, c'est bien connu, n'est pas au rendez-vous.

C'est pourquoi je voudrais vous aider à quitter le quai des brumes pour aller vers la lumière, qui n'est pas la mienne, mais qui éclaire le monde : celle de la liberté. J'insiste, encore au risque de déplaire : la crise actuelle est celle de l'Etat Providence. La dette souveraine, c'est l'Etat qui vit au dessus de ses moyens pour financer la démagogie électorale. Les banques en difficulté, c'est l'Etat qui oblige les banques centrales à ouvrir les vannes monétaires au prétexte de relance, c'est l'Etat qui pousse les banques à financer des crédits que personne ne remboursera, c'est la réglementation qui concentre artificiellement le secteur bancaire.

L'euro en berne, c'est l'échec d'une monnaie artificielle, conçue à des fins purement politiques (instaurer l'économie dirigée au niveau européen), qui reposait sur un pacte de stabilisation qu'aucun Etat n'a respecté. L'Europe paralysée, ce sont des Etats qui ne s'entendent sur rien, partagés entre les souverainismes ; c'est le non choix entre une puissance centralisée, syndicalisée et socialisée et un espace ouvert, libéral et concurrentiel.

Donc tout est clair : seule la rupture avec l'Etat Providence est de nature à effacer d'un seul coup la crise, et à remettre l'Europe, y compris la France, sur la bonne voie. Les pays qui avaient su aller vers la lumière de la liberté dans les années précédant la crise n'ont pas connu la crise : Canada, Australie, Nouvelle Zélande, Suisse, Suède par exemple. Et, au sein de l'Europe, ce sont ceux qui ont eu l'Etat le plus discret qui ont passé l'épreuve plus facilement : Pologne, République Tchèque, Pays Bas, Autriche, voire même Allemagne.

En fait, la brume demeure épaisse dans beaucoup de pays, à commencer par le nôtre. Il y a maintenant moins de cinq mois pour installer une signalisation lumineuse qui jalonne la route de la France 2012. Il est temps de ne plus en rester aux feux follets et de dire enfin la vérité aux Français. Si la campagne ne nous offre pas une ouverture, si les candidats préfèrent explorer des chemins inconnus qui sont autant d'impasses, s'ils continuent à se présenter comme des illusionnistes, le peuple sera désorienté, et la crise s'accroîtra. « Faisons la liberté, la liberté fera le reste » : la formule avait séduit jadis, elle nous indique encore aujourd'hui la route à suivre. Puisse la brume se dissiper.

Pour l'instant on est sur le quai. On attend.

Jac(, ! * Ga)! ##&

L'INVESTISSEMENT FRANÇAIS EN PANNE

Les prévisions de croissance de notre économie sont déprimantes. Chaque semaine, les « conjoncturistes » les révisent à la baisse. L'influence sur le budget 2012 est dramatique. Ce budget avait été préparé dans une perspective de croissance de 1,5 % au moins, on est maintenant sur une trajectoire à 0,9 %, mais notre ministre du budget nous assure qu'on pourrait tenir avec 0,5 % (ce que nous attribue généreusement l'OCDE).

Pourquoi en est-on arrivé là ? La crise, Madame, la crise... Mais la crise n'est pas une fatalité, elle ne se poursuit et s'aggrave que si les moteurs de la croissance sont rompus ou bloqués. Au lieu d'avoir les lunettes déformantes des keynésiens qui ne laissent voir que la consommation et les dépenses publiques, regardons du côté de l'investissement des entreprises. Or, au 3ème trimestre 2011, il a reculé de 0,3%. L'investissement en panne, c'est la croissance à l'arrêt.

Le vrai moteur de la croissance, c'est l'investissement

L'investissement est bien le véritable moteur de la croissance économique. Il conditionne l'offre future, la production de demain. Il faut en rester à un keynésianisme élémentaire pour regarder le moteur dans la malle arrière : la consommation et la demande. Suffirait-il d'injecter de l'argent (via la banque centrale ou via les dépenses publiques) pour que l'offre se mette à suivre et avec elle la croissance de la production ? Ce serait trop beau : dépenser pour s'enrichir ! En réalité l'offre ne peut répondre sans délai ni effort à la poussée d'une demande créée artificiellement. D'une part, cette création artificielle est financée par des expédients redoutables, la hausse des déficits publics détruit l'épargne et la monnaie ; d'autre part, à supposer que le marché français s'emballe soudainement, il bénéficierait par priorité aux producteurs étrangers dont la compétitivité est meilleure que la nôtre. Serions-nous seuls au monde ? En fait, ce sont les illusions de « l'économie de la demande » qui ont créé et entretenu la crise.

Le vrai moteur de la croissance, c'est l'investissement. Il s'agit de l'investissement productif des entreprises, celui qui est décidé librement par des entrepreneurs capables d'anticiper les besoins futurs et les meilleures manières d'y répondre, de saisir toutes les opportunités du marché que d'autres n'avaient pas été capables de voir, de créer ce qui n'existait pas et qui n'aurait pas existé sans eux, et pour cela de prendre les initiatives nécessaires et responsables, puisque les entrepreneurs subissent les conséquences, favorables ou défavorables, de leurs décisions.

L'investissement public est une erreur

La référence à la responsabilité écarte tout de suite une fausse piste, très à la mode, celle des investissements publics. C'est pourtant dans ce sens que le gouvernement s'est engagé avec le « grand emprunt », et que d'autres recherchent la solution avec une relance européenne par les « grands travaux publics ». Fausse piste, car qui finance ces investissements publics, sinon le contribuable d'aujourd'hui (impôts) ou de demain (via la dette publique), provoquant un effet d'éviction – l'argent utilisé ici manquera ailleurs. Fausse piste encore car les décisions publiques répondent plus aux besoins d'hier qu'à ceux de demain. Fausse piste enfin, car ils ne sont pas source de croissance future, ils sont coûteux et leur rentabilité est douteuse : il n'y a là qu'impasse.

Ce qui compte, ce sont les investissements productifs, ceux des entreprises. Ici, les derniers chiffres concernant la France sont accablants : la hausse des investissements des entreprises non financières a été de 1,8% au premier trimestre 2011 ; elle est passée à 0,3% au second, et le troisième trimestre a été marqué par un recul de 0,3%. La croissance économique en 2012 sera donc à la baisse, et on ne peut écarter une récession. D'ores et déjà, le budget 2012 est mort-né et devra être revu, avant les présidentielles et aussi après.

Comment financer les investissements ?

Comment expliquer cette faiblesse de l'investissement ? Un entrepreneur investit s'il le peut et s'il le juge opportun. D'abord, pour le pouvoir, il faut de l'argent : ou il l'a dans son entreprise (autofinancement) ou il l'emprunte auprès d'organismes ou sur les marchés des capitaux (financement externe). L'autofinancement est essentiel.

conjecture

SE PASSER DE L'ETAT : Sur la lancée de l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie, cette rubrique se propose de présenter les solutions alternatives au tout-Etat. Dans les précédentes Lettres, nous avons traité de l'enseignement, de l'Université, de la protection sociale (santé et retraites), du logement social et des « services publics à la française ». Mais quid de la finance et de la monnaie ?

PRIVATISER LES BANQUES (2èmepartie)

Jacques Garello

Les banques centrales : une création récente

A l'échelle de l'histoire, les banques centrales sont récentes. Elles apparaissent en Europe au 19ème siècle, et aux Etats-Unis au 20ème. Encore faut-il préciser qu'elles ont été longtemps des sociétés commerciales, théoriquement soustraites aux influences de l'Etat. La Banque de France avec ses « régents » (élus par les 200 plus gros actionnaires) ne sera nationalisée qu'en 1936.

Comment pouvait-on faire fonctionner un système bancaire avant cette invention ? Les banques tirent leurs fonds d'une part de leurs actionnaires, constituant le capital social (fonds propres), d'autre part des dépôts laissés entre leurs mains par les épargnants. Ces dépôts sont une bonne chose (ils alimentent les banques et permettent des placements qui rémunèrent les épargnants) mais aussi une chose dangereuse (un retrait soudain des déposants crée une crise de liquidités). Leur gestion repose sur la confiance des épargnants, voilà pourquoi les banquiers font très attention à la nature et à la quantité des placements qu'ils vont faire. En cas de pénurie passagère de liquidités, une banque fait appel pour quelques heures aux liquidités excédentaires des autres banques : c'est le marché des liquidités, le prix est le « taux de l'argent au jour le jour ». Confiance, prudence et responsabilité caractérisent un tel système privé, sans banque centrale, et les faillites bancaires (banqueroutes) sont exceptionnelles entre le 17ème et le 19ème siècles.

Monnaie et crédit : les séparer ?

Les banques centrales n'apparaissent que deux siècles après le billet, quand elles se voient reconnaître le monopole des billets jusque là librement émis par toutes les banques. Les partisans du contrôle mettent en avant les abus. Quels abus ? En France, les banqueroutes ont été surtout liées à des crédits accordés à l'Etat. Le système de Law, les assignats : déjà la dette souveraine !

L'idée est cependant venue de couper les liens entre monnaie et crédits : la banque centrale gère la monnaie, les banques « de second rang » distribuent les crédits. Parallèlement la

profession bancaire (surtout en France) se spécialise entre banques d'affaires, qui font des investissements longs (qui ont donc besoin de réserves et fonds durables), et banques de dépôts liquides n'accordant que des crédits commerciaux très courts.

En fait, les choses se passeront autrement. Peu à peu la Banque Centrale acceptera de refinancer une partie des crédits que les banques de second rang ne parviennent plus à « nourrir » jusqu'à leur échéance, courte ou longue. Le marché des liquidités sera un « marché en Banque » (open market), un marché où l'on se procure de la monnaie émise par l'institut d'émission. La Banque Centrale sera devenue le « prêteur en dernier ressort ». Pourquoi cette dérive ? Simplement parce que l'Etat y a vu l'occasion de faciliter le crédit bancaire en incitant les banques à prendre plus de risques, puisqu'elles bénéficient désormais d'un parachute. L'Etat pense en effet qu'il faut toujours plus de crédit – surtout qu'il devient lui-même un emprunteur de plus en plus gourmand.

La monnaie du futur : des monnaies privées et concurrentes

Pourquoi ne pas revenir au système de la banque libre ? Certaines banques centrales ne sont pas publiques, telle la Banque Nationale Suisse, société cotée en bourse. Mais il y a mieux : la monnaie électronique se développe sans cesse ; elle offre l'occasion de créer des communautés de paiement où circulent des monnaies encore rattachées à la « monnaie banque centrale », mais qui s'en affranchissent déjà dans plusieurs réseaux du commerce international par exemple. Demain la monnaie ne reposera plus sur la fiction d'un décret public (« fiat money » que ce soit de la monnaie, dit l'Etat) mais sur la réelle confiance que les utilisateurs mettront dans ceux qui émettent et gèrent l'instrument de leurs échanges, disciplinés par la concurrence qui existera entre eux, alors que le monopole des banques centrales n'a débouché que sur la facilité : l'inflation a été la plaie du 20ème siècle, et la crise actuelle est une autre preuve de l'irresponsabilité bancaire bénie par les banques centrales.

POUTINE : UN HOMME RASSURANT

La mansuétude de la diplomatie occidentale à l'égard d'un dictateur belliciste

Le plus étonnant, avec Poutine, c'est son art de séduire les dirigeants du monde entier, de sorte qu'apparemment nul ne s'inquiète outre mesure de l'évolution du régime russe.

Les élections de la semaine dernière et leur suite vont-elles mettre fin à cet état de grâce ? La réaction de Hilary Clinton a fait l'effet d'un coup de tonnerre diplomatique. Avant même l'emprisonnement de 1.500 manifestants pour quinze jours, la Secrétaire d'Etat américaine a dénoncé le bourrage des urnes et les curiosités des dépouillements. Il est vrai que si Poutine et son parti n'ont pas la majorité démocratique qu'ils réclament, ils n'ont pas d'autre opposition que celle de jeunes manifestants ulcérés par la dictature où verse actuellement leur pays.

Il y a donc moins de liberté politique aujourd'hui à Moscou qu'il n'y en avait sous Gorbatchev, et une exposition à Paris (évoquée par Le Monde de jeudi 8) montre que les derniers mois de l'URSS ont été plutôt joyeux et décontractés.

Cependant, les silences les plus pesants sont ceux qui entourent la politique extérieure de Poutine. Aux Nations Unies, le veto russe bloque toute condamnation de la répression syrienne, et Poutine a soutenu Khadafi jusqu'au tout dernier moment. Surtout, la Russie continue à déséquilibrer ses voisins pour reconstituer la Grande Russie. La Biélorussie est dans l'escarcelle de Moscou depuis longtemps. Poutine a pratiquement gagné la bataille de l'Ukraine par le chantage au gaz qu'il a exercé sur l'Europe.

Il fait peser une menace permanente sur les Etats baltes en demandant la restitution de territoires ou la protection de populations d'origine russe. Il a conquis la moitié de l'Ossétie et attaqué la Géorgie qui est sous les canons des chars et de la flotte russe (bientôt renforcée par les navires livrés par la France). Enfin, et non le moindre, la Turquie, pendant longtemps bouclier de l'Occident contre l'expansionnisme de Moscou, a pris une certaine distance par rapport à l'OTAN, pour regarder plutôt vers le Moyen Orient. Peut-être ce tableau diplomatique est-il noirci ou caricatural, mais la mansuétude à l'égard du maître du Kremlin nous semble déplacée.

Cet impérialisme diplomatique et militaire tranche avec l'échec économique total de Poutine. La Russie n'est présente dans la mondialisation qu'à travers ses ressources naturelles, énergie et tourisme. Elle tient l'Europe sous pression pétrolière, avec la complicité de l'Algérie. La richesse des Russes de la Côte d'Azur et des clubs de football est celle d'une nomenklatura qui a l'agrément du Kremlin. Le peuple n'a guère senti les bienfaits économiques de sa libération, les retraités sont indigents, tandis que la jeunesse s'est affranchie en émigrant à l'Ouest. Poutine a effacé la liberté conquise en 1991, il assied tranquillement sa dictature. Qui en parlera en France durant la campagne électorale ? Les citoyens et le Parlement peuvent-ils s'ingérer dans le « domaine réservé » du locataire de l'Elysée ?

LES SYNDICATS MENENT LA VIE DE CHATEAU

La Cour des Comptes épingle les Comités d'Entreprises et les Syndicats

« La CGT mène la vie de château » : ce titre du Figaro (8 décembre) fait écho aux articles publiés cette semaine par Valeurs Actuelles : les abus financiers des syndicats français, et particulièrement de la CGT, font scandale, et cela a été mis en évidence par la Cour des Comptes, qui a demandé l'ouverture d'une enquête pénale sur la dotation et l'usage des fonds dont dispose le Comité d'Entreprise de la RATP (3% de la masse salariale !). Les chiffres tirés du rapport sont impressionnants. La subvention des CE par tête de salarié est de 113 euros par agent de la RATP, 204 à La Poste, 59 à la SNCF, 101 chez Areva, 90 chez Orange, etc. Les détournements de fonds de plusieurs centaines de milliers d'euros ont été relevés chez EDF, Air France, France Télécom, et...la Banque de France ! La fête annuelle organisée par la CGT au Château de Fontenay les Brils (sa propriété) coûte au CE 450.000 euros : bagatelle !

Ces « petits scandales » en cachent deux autres, encore plus importants à nos yeux. D'une part, les syndicats sont les seules personnes morales à n'avoir aucune comptabilité ; d'autre part, les syndicats sont d'autant plus riches qu'ils sont moins représentatifs. Ils ne vivent pas des cotisations des syndiqués, puisqu'il n'y en a plus (la France a le taux de syndicalisation parmi les plus faibles d'Europe). Ils ne vivent que des privilèges qu'ils ont obtenus du législateur, depuis les subventions aux comités d'entreprises jusqu'au paiement des heures d'action syndicale dans l'entreprise, en passant par l'immunité totale des élus syndicaux et la participation aux mutuelles et caisses sociales. Et, cerise sur le gâteau, cinq syndicats et cinq seulement sont reconnus représentatifs au niveau national, sans possibilité d'en créer un sixième ! Oui, les syndicats sont hors-la-loi. C'est la nouvelle noblesse, et elle terrorise le roi.

LES REFORMES : UNE RECETTE INFALLIBLE POUR ETRE REELU

Ceux qui ne réforment pas passent à la trappe : conclusion d'un colloque IREF

Les hommes politiques au pouvoir qui ne réforment pas tomberont tôt ou tard. A l'inverse, ceux qui osent des réformes (même non prévues) sortent à coup sûr vainqueurs de la compétition.

Cette constatation a été faite sur l'histoire récente d'une trentaine de pays. Elle est la conclusion d'une étude menée pour l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales) par les professeurs italiens Colombatto et Padovano, et présentée à Rennes jeudi et vendredi à l'occasion d'un colloque organisé avec Contribuables Associés.

Et c'est bien ce qui se produit depuis un an et demi. En Angleterre, en Grèce, en Italie, en Irlande, en Espagne, les électeurs ont fait connaître leur désir « d'autre chose ». Cet aspect du problème est un peu flou, mais une autre corrélation apparaît plus clairement. Au Canada, en Suède, en Australie, en Nouvelle Zélande, les partis au pouvoir (souvent de gauche d'ailleurs) qui ont réformé très profondément, rompu avec le tout Etat Providence, ont été réélus, souvent de façon très large en dépit des sacrifices, de la suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, de la rigueur budgétaire. Les électeurs en retirent aujourd'hui les fruits : ces pays ont traversé la crise sans dommage apparent, parce qu'ils ont fait en temps voulu ce que le « sommet » de Bruxelles veut réaliser, sans grande chance d'y parvenir. Ils ont diminué l'Etat et les dépenses publiques, privatisé ou organisé la concurrence (par exemple dans l'école, les transports, la santé ou les retraites).

Le Pr. Victoria Curzon Price a prononcé un

discours magistral sur la façon dont la Suisse a traversé la crise. Avec la Suède, c'est le pays européen qui a connu la croissance la plus élevée. Le Franc Suisse n'a pas été emporté par les troubles financiers et monétaires, même s'il a fallu compenser les erreurs de l'Union des Banques Suisses. Pour quelles raisons ? Moins d'impôts, « restrictions budgétaires » votées dès 2001, empêchant la Banque Nationale de financer quelque déficit public que ce soit. Mais aussi résistance de la démocratie directe, l'opposition du pouvoir fédéral aux votes populaires dans les cantons. Voilà les vrais chemins d'une réforme réussie. Par contraste, nous a dit le Pr. Colombatto, l'Italie n'a pas voulu rompre avec son « modèle redistributif », où le Sud ponctionne le Nord, où l'administration centrale veut priver les régions de toute autonomie en dépit des lois passées il y a dix ans bientôt. La France, a souligné Maître Jean-Philippe Delsol, n'a pas fait mieux : c'est le « modèle social français » qui impose gaspillages, inégalités, désinvestissement, fuite des capitaux et des hommes. Pour Alain Mathieu, président de Contribuables Associés, le modèle est en réalité « anti-social », car il appauvrit tout le monde, mais les pauvres encore plus. Jacques Garello concluait, comme il le fait dans son éditorial cette semaine, en posant la question : les dirigeants français peuvent-ils amorcer en cinq mois les réformes qu'ils n'ont pas su faire en cinq ans ? Benoîte Taffin, porte parole de Contribuables, a souhaité qu'au moins les candidats tiennent un nouveau langage et qu'un programme lisible soit présenté.

Depuis près d'un mois nous ne cessons de vous proposer des formules exceptionnelles d'abonnement, qui vous permettent d'offrir la Nouvelle Lettre à vos familles, amis et relations, ou encore à vos élus. Cette campagne de Noël est également, je vous l'ai dit, une façon de participer activement à la campagne des présidentielles : diffuser les idées autour de nous est une œuvre d'hygiène publique dans un pays victime de la désinformation et de l'ignorance (celle-ci expliquant celle-là). Lever le voile de l'ignorance, dire la vérité, sans compromission partisane ni démagogique : voilà ce que nous essayons de faire avec la Nouvelle Lettre.

Vous avez déjà répondu avec une rapidité et une intensité qui m'ont surpris. Je vous en remercie, cela reconforte de voir que l'on est compris et suivi.

A charge de revanche, et tout en renouvelant mon invitation à élargir le cercle, je vous annonce qu'à l'occasion du prochain numéro, le 1100, nous allons donner à nouveau un coup de jeune à la Lettre, qui sera encore plus « Nouvelle ». Je vous en réserve la surprise.

Vous nous ferez savoir vos réactions. A ce propos, je suis navré de ne pas répondre personnellement à votre courrier, pourtant si abondant, si reconfortant. Mais sachez que tous vos témoignages, toutes vos suggestions et parfois toutes vos critiques me parviennent, m'intéressent et souvent m'inspirent.

Je vous donne donc rendez-vous à notre prochain et dernier numéro de l'Avent. Vous le savez : l'Avent c'est ce qui prépare l'avenir.

Jacques Garello

Le formulaire d'abonnement est joint à cet envoi.

La rubrique « Portrait » propose des fiches pédagogiques sur les grands penseurs, dont les idées mènent encore le monde – dans des directions opposées sans doute. Ces fiches permettront peut-être d'améliorer le niveau de culture des jeunes, condamnés à la pensée unique par l'Education Nationale. Après 26 économistes, voici une galerie de 25 philosophes qui s'est ouverte avec Platon, Aristote, Cicéron, Augustin d'Hippone, Grégoire VII, Thomas d'Aquin, Machiavel, Jean Bodin, Grotius, Descartes, Hobbes, Locke, Pascal, Leibnitz et Hume.

Que peut raisonnablement nous apporter la raison ?

Kant réagit contre la « raison pure » qui a eu la faveur de si nombreux philosophes du XVIII^{ème} siècle, qui avaient soutenu que l'on peut arriver à la connaissance de toutes choses, voire même à la connaissance de Dieu, en s'en remettant à la seule raison humaine.

En fait, toute connaissance est personnelle et sensitive : ce que chacun d'entre nous saisit n'est qu'une apparence de la réalité (phénomène) mais pas la réalité elle-même (noumène). La réalité n'est qu'un fait neutre, ce qui est important c'est ce que nous en comprenons. Qu'est-ce qui autorise Kant à fixer ainsi des limites au pouvoir euristique de la raison ? C'est évidemment la raison...

Quels que soient les méandres de la pensée kantienne, elle se réfère à une anthropologie aristotélicienne et thomiste : l'homme n'a pas accès à la connaissance parfaite par la seule application de sa raison.

Kant reconnaît d'ailleurs avoir une dette à l'égard de Hume : rien n'est a priori connu ni planifié. Il s'inscrit ainsi dans la philosophie des Lumières : « Oser penser ».

Les individus font l'histoire

La compréhension du monde réel et sa fin dernière (eschatologie) étant hors de portée d'un apriorisme rationnel, comment donner un sens à l'histoire ? A-t-elle seulement un sens ? Kant repousse avec énergie toute lecture holiste de l'histoire, du genre « la société évolue ». La société n'a pas de volonté, elle n'agit pas. Seuls les individus agissent. Ce sont eux qui ouvrent la voie du progrès, du moins ce qu'ils croient être le progrès. Car plusieurs voies sont ouvertes, et plusieurs directions sont explorées. Kant n'y voit aucun inconvénient, loin de là ; c'est l'extrême diversité des chemins individuels, c'est ce mélange des esprits, qui augmentent les chances de trouver le chemin. Cet éloge de la diversité en tant que processus de découverte annonce les Autrichiens comme Menger, Hayek et Kirzner. La diversité appelle la liberté.

Liberté et morale

En fait, la position de Kant sur la découverte du progrès est sophistiquée. Car de son point de vue, si finalement l'histoire avance sous l'effet des choix individuels, c'est parce que ces choix sont

ceux d'individus qui ont un comportement moral : les hommes font ce qu'ils doivent faire. Ils obéissent à ce que Kant appelle « l'impératif catégorique » : chacun agit comme si son action pouvait être érigée en règle universelle. Le comportement moral de l'individu est « idéal », c'est celui d'un législateur de l'humanité : que chacun agisse comme si son comportement pouvait devenir la règle de l'humanité entière.

La liberté de Kant est donc celle de Bossuet « vouloir ce que l'on doit ». Mais l'impératif catégorique n'est pas dicté par une volonté supérieure, il est inspiré par la « raison pratique », par les égards que l'on doit aux autres. On peut le traduire approximativement par l'expression « Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas que l'on te fasse ». C'est une restriction morale à la liberté individuelle. Kant ne cesse de plaider pour la liberté de créer, de penser et – revendication décisive à son époque révolutionnaire – d'exprimer publiquement sa pensée. Mais toute liberté oblige : Kant est considéré par certains comme un philosophe de la rigueur.

La propriété, le droit et l'Etat

Comment les individus peuvent-ils retrouver la rigueur morale dans l'exercice de leur liberté ? Il leur faut un environnement institutionnel propice et en particulier des règles de droit. Comme chez Locke, ces règles sont « de droit naturel », elles ne sont pas posées par l'Etat (droit positif) ; tout au contraire l'Etat est là pour les faire respecter en les respectant lui-même. Au cœur du droit est la propriété : comme chez Locke elle est reconnue au « premier occupant », mais tandis que Locke légitime la propriété par la valorisation de la terre jusque là ignorée ou délaissée, Kant ne retient que l'antériorité – la valeur ajoutée n'est pas prise en compte. Il évoque ici la vieille théorie de la « commune possession des biens » : la terre ayant été donnée à usage des hommes sans répartition allouée, c'est celui qui s'empare le premier d'une parcelle qui en a la possession durable, et l'Etat la garantira. Pourtant, Kant n'exclut pas que l'Etat puisse intervenir et redistribuer. Paradoxalement l'Etat kantien, même limité par le principe de séparation des pouvoirs, a un domaine plus élargi que celui que lui concédaient les autres philosophes des Lumières. Kant est un libéral conservateur – une ambiguïté peut-être.



KANT

1724 - 1804